



**CENTRE POUR LE RENFORCEMENT DE
L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE
LA JEUNESSE *CREDEJ***

Education-Sagesse-Développement

Bujumbura, le 12 août 2026

**À Son Excellence Monsieur Évariste Ndayishimiye
Président de la République du Burundi
Candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2027
Président en exercice de l'Union africaine**

LETTRE OUVERTE À SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

À l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse

Excellence Monsieur le Président,

En ce 12 août, à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, le Centre pour le Renforcement de l'Éducation et du Développement de la Jeunesse (CREDEJ) s'adresse à vous avec un profond sens des responsabilités.

Du 10 au 12 août 2026, Bujumbura accueille la 5^e édition du Dialogue continental sur l'Agenda Jeunesse, Femme, Paix et Sécurité en Afrique, une rencontre initiée par vous-même et consacrée notamment aux enjeux de paix, de sécurité et d'avenir de la jeunesse africaine.

À cette occasion, vous avez déclaré : « Umuti w'ubushomeri si intambara », c'est-à-dire : « La solution au chômage n'est pas la guerre. »

Nous voulons prendre cette déclaration au sérieux.

Excellence, vous êtes aujourd'hui candidat à votre propre succession pour l'élection présidentielle de 2027. C'est à ce titre que nous vous interpellons, car l'avenir que vous préparez aujourd'hui pour la jeunesse constituera demain une part importante de votre bilan.

1. Le chômage des jeunes reste une réalité préoccupante

Vous mettez en avant l'autonomisation économique des jeunes, notamment à travers le Programme d'autonomisation économique et d'emploi des jeunes (PAEEJ). Selon les chiffres communiqués autour du PAEEJ en 2025, au moins 3 713 projets auraient déjà été financés, 9 244 emplois permanents créés et 3 994 stages offerts, parmi lesquels 446 stagiaires auraient été embauchés. Mais ces résultats appellent aussi une question simple : sont-ils à la hauteur de l'ampleur du chômage et du sous-emploi qui touchent la jeunesse burundaise ?



**CENTRE POUR LE RENFORCEMENT DE
L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE
LA JEUNESSE *CREDEJ***

Education-Sagesse-Développement

Des données attribuées à Trading Economics, reprises par un média burundais, indiquent qu'en 2024, le taux de chômage global au Burundi était estimé à 0,9 %, alors que le chômage des jeunes atteindrait 65 %. Ces mêmes données font état de plus de 400 000 jeunes diplômés sans emploi, dont 93 % mettraient plus de cinq ans à trouver un travail.

Si ces chiffres reflètent la réalité vécue par une grande partie de notre jeunesse, ils doivent nous interpellier profondément. Derrière chaque chiffre se trouve un jeune qui a étudié, obtenu un diplôme et qui attend parfois pendant des années l'occasion de travailler, de gagner dignement sa vie et de contribuer au développement de son pays.

9 244 emplois permanents créés peuvent-ils suffire face à plusieurs centaines de milliers de jeunes à la recherche d'un emploi ? 3 994 stages et 446 recrutements peuvent-ils répondre aux besoins d'une génération entière ?

Excellence Monsieur le Président, le CREDEJ ne cherche pas à nier les efforts du Gouvernement. Nous voulons simplement que ces efforts soient à la mesure du problème.

Vous dites aux jeunes dans vos discours : « Be Your Own Boss ». Nous vous demandons : combien de jeunes peuvent réellement devenir leurs propres patrons ? Combien ont accès au financement ? Combien abandonnent leurs projets faute de moyens ? Combien de diplômés restent pendant cinq, six ou dix ans sans emploi ?

Et surtout, comment expliquer à cette jeunesse que son avenir doit être construit autour de l'entrepreneuriat alors qu'une partie d'entre elle est parallèlement mobilisée dans des structures politiques et soumise, selon de nombreux témoignages, à des formations à caractère paramilitaire ? Une véritable politique d'autonomisation doit donner aux jeunes les moyens de travailler, pas les moyens d'être mobilisés politiquement.

2. Vous parlez de paix, mais vous exposez notre jeunesse aux conflits

Votre déclaration selon laquelle « la solution au chômage n'est pas la guerre » intervient dans un contexte où le Burundi accueille précisément un dialogue continental consacré à la jeunesse, aux femmes, à la paix et à la sécurité. Nous ne pouvons que nous réjouir de vous entendre affirmer que la guerre n'est pas une réponse au chômage.

Mais cette déclaration doit aussi être confrontée à la réalité.

Le CREDEJ est préoccupé par l'implication de jeunes Burundais dans le conflit qui se déroule en République démocratique du Congo. Des jeunes militaires burundais et des jeunes liés à des structures politiques sont exposés à un contexte de guerre où ils risquent leur vie.

Ce n'est pas une politique d'emploi. Ce n'est pas une réponse au chômage. Ce n'est pas l'avenir que nous voulons pour notre jeunesse.



**CENTRE POUR LE RENFORCEMENT DE
L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE
LA JEUNESSE *CREDEJ***

Education-Sagesse-Développement

Un jeune Burundais devrait pouvoir choisir entre une formation professionnelle, un emploi, l'entrepreneuriat, l'agriculture moderne, les nouvelles technologies ou d'autres activités productives. Il ne devrait pas avoir à choisir entre le chômage et le champ de bataille.

Vous l'avez dit vous-même : « Umuti w'ubushomeri si intambara. » Nous vous demandons donc de faire de cette déclaration non pas seulement une belle phrase prononcée devant un forum continental, mais un véritable principe de politique nationale.

3. Vous videz le pays de son intelligence pour ne garder que la force

Notre pays dispose d'une jeunesse nombreuse, instruite et capable de contribuer à son développement. Mais pendant que des milliers de jeunes cherchent désespérément un emploi, le Burundi perd aussi une partie de ses compétences.

Des enseignants, des médecins, des techniciens, des fonctionnaires, des chercheurs et d'autres professionnels quittent le pays à la recherche de meilleures conditions de vie et de travail. L'école connaît ses propres difficultés, les possibilités d'emploi restent limitées. Et pourtant, la structure qui encadre massivement une partie de la jeunesse semble parfois être davantage la mobilisation politique que la formation professionnelle.

Quel pays voulez-vous diriger en 2027 si ceux qui pourraient construire son avenir sont obligés de partir, tandis que ceux qui restent disposent de si peu de perspectives ?

Le Burundi a besoin de cerveaux. Il a besoin d'enseignants, de médecins, d'ingénieurs, d'agronomes, de techniciens, d'entrepreneurs, de journalistes, de chercheurs et de jeunes capables d'innover. Il n'a pas besoin d'une jeunesse à qui l'on apprend à marcher au pas plutôt qu'à construire son avenir.

4. Une jeunesse endoctrinée, sans emploi et sans liberté est une bombe à retardement

Excellence Monsieur le Président,

Une jeunesse endoctrinée, formée militairement, sans emploi et sans véritable liberté d'expression constitue une bombe à retardement. Elle ne menace pas seulement vos adversaires politiques. Elle peut, à terme, menacer la paix, la cohésion nationale et le Burundi tout entier, bien au-delà de 2027.

On ne construit pas une nation stable pour les dix prochaines années avec une jeunesse à qui l'on a appris à marcher au pas. On la construit avec une jeunesse qui étudie, qui travaille, qui entreprend, qui innove et qui participe librement à la vie de son pays.



**CENTRE POUR LE RENFORCEMENT DE
L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE
LA JEUNESSE *CREDEJ***

Education-Sagesse-Développement

En ce 12 août, le CREDEJ vous demande donc de désamorcer cette bombe :

- Mettre fin aux formations paramilitaires et à l'endoctrinement politique de la jeunesse ;
- Cesser d'exposer les jeunes Burundais aux conflits armés, notamment en République démocratique du Congo ;
- Libérer les jeunes détenus pour des raisons politiques depuis 2015 et rouvrir véritablement l'espace civique ;
- Transformer les moyens consacrés à l'encadrement politique et paramilitaire de la jeunesse en investissements réels dans l'éducation, la formation professionnelle, l'emploi et l'entrepreneuriat ;
- **Faire des programmes d'autonomisation un véritable mécanisme économique, accessible à tous les jeunes Burundais, indépendamment de leurs opinions ou affiliations politiques.**

Excellence Monsieur le Président,

Le 12 août ne doit pas être une simple journée de célébration folklorique. C'est une journée où nous devons aussi regarder l'avenir de notre jeunesse en face.

À l'approche de la présidentielle de 2027, une question restera posée : voulez-vous aborder cette élection comme celui qui aura armé et politisé la jeunesse pour se maintenir au pouvoir, ou comme celui qui aura eu le courage de la libérer pour construire le Burundi ?

Vous avez déclaré devant l'Afrique que « la solution au chômage n'est pas la guerre ». Nous vous demandons simplement de joindre les actes aux paroles.

La jeunesse burundaise ne veut pas d'armes. Elle veut des écoles. Elle veut des emplois. Elle veut des formations. Elle veut pouvoir entreprendre. Elle veut pouvoir s'exprimer librement. Elle veut surtout pouvoir construire son avenir dans son propre pays.

C'est cet avenir que nous vous demandons de lui offrir.

Pour le CREDEJ,

